

LA TERREUR ET L'EMPIRE

LA VIOLENCE
ET LA PAIX II

DU MÊME AUTEUR

Les Diplomaties occidentales :
unités et contradictions
(*en collaboration avec John Newhouse*)
*Presses de la Fondation nationale
des sciences politiques, 1966*

Change and Security in Europe
Londres, Adelphi Papers, n^{os} 45 et 49, 1968

Totalitarismes
(*sous la direction de Guy Hermet,
Pierre Hassner et Jacques Rupnik*)
Economica, 1984

Vents d'est :
vers l'Europe des États de droit ?
(*sous la direction de Pierre Grémion
et Pierre Hassner*)
PUF, 1990

La Violence et la paix :
de la bombe atomique au nettoyage ethnique
Éditions Esprit, 1995
Le Seuil, coll. « Points Essais », 2000
(*éd. revue et augmentée*)

Washington et le Monde :
Dilemmes d'une superpuissance
(*en collaboration avec Justin Vaïsse*)
Autrement, 2003

PIERRE HASSNER

LA TERREUR
ET L'EMPIRE

LA VIOLENCE ET LA PAIX II

ÉDITIONS DU SEUIL
27, rue Jacob, Paris VI^e

Ce livre est publié
dans la collection « La couleur des idées »
sous la responsabilité d'Olivier Mongin.

L'auteur, Olivier Mongin et les Éditions du Seuil remercient
chaleureusement Monsieur Joël Hubrecht pour le travail éditorial
qu'il a accompli sur ce livre.

ISBN 2-02-054428-8

© Éditions du Seuil, septembre 2003

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Introduction

« Que la République était belle sous l'Empire ! » Cette exclamation célèbre datant de la III^e République pourrait aujourd'hui être reprise de deux manières différentes. L'une, la moins forcée, concernerait l'expérience des pays ex-communistes qui rêvaient à l'Occident et à la démocratie, et qui, délivrés du joug totalitaire, sont déçus à la fois par l'accueil peu enthousiaste des pays européens, qui n'ont jamais connu celui-ci, et par les tensions et les inégalités des sociétés post-communistes. L'autre, plus pessimiste encore, considère déjà avec nostalgie les douze ans qui font l'objet de cette déception. Un des articles du recueil qui précède celui-ci était intitulé « La dérision et l'espoir¹ ». En compagnie de celui qui portait comme titre « Fin des certitudes, choc des identités : un siècle imprévisible² », il notait à la fois les progrès du droit (notamment du droit pénal international) et la croissance des zones de non-droit, à la fois la persistance ou le retour de la barbarie, du nettoyage ethnique et du génocide, et les éléments d'un progrès vers les trois conditions kantienne de la paix : État républicain, organisation internationale, droit cosmopolitique. À la multiplicité des guerres civiles et des sociétés sombrant dans l'anarchie répondait de manière hésitante et contradictoire le début d'une réaction collective d'ingérence contre l'inhumanité.

Depuis le 11 septembre 2001, au contraire, on assiste non seulement à une nouvelle forme de barbarie, celle de l'hyperterrorisme, mais aussi à une réaction qui est plutôt celle d'un empire à la fois ascendant et blessé, possédé par le sentiment à la fois de

1. « Par-delà le national et l'international : la dérision et l'espoir », *La Violence et la Paix*, Le Seuil, coll. « Points Essais », 2000, p. 253-269.

2. « Fin des certitudes, choc des identités : un siècle imprévisible », *ibid.*, p. 340-359.

sa puissance, de sa vulnérabilité et de son invincibilité, qui, cherchant à combattre une terreur insaisissable, risque à la fois de la répandre et de la reproduire. L'époque qui s'ouvre avec le 11 septembre pourrait combiner la brutalité et le primat de la puissance qui caractérisaient la guerre froide avec la fluidité, les incertitudes et les ambiguïtés de l'après-guerre froide. Des trois combinaisons historiques, celle de la division et de la dissuasion, celle de la guerre civile et de l'intervention internationale et celle de la terreur et de l'empire, la dernière est sans doute la plus instable et peut-être la plus dangereuse.

Dans la conceptualisation de Toynbee inspirée de l'historiographie chinoise, on assiste à une alternance des périodes caractérisées par des « empires universels » et des périodes de « royaumes batailleurs ». Aujourd'hui, il semblerait qu'il doive y avoir concomitance entre une tentative américaine d'empire universel et une violence permanente, potentielle ou effective, qui ne serait plus seulement celle des États mais celle des groupes et des réseaux, en particulier terroristes. La guerre froide était caractérisée par l'endiguement de l'empire soviétique grâce à un empire américain limité, informel, flexible et ouvert au pluralisme. La période de l'« entre-deux-empires » à laquelle est consacrée la plus grande partie de ce livre entraînait, avec la désintégration de l'empire soviétique, les risques de l'anarchie sanglante mais aussi les espoirs d'un ordre relativement pluraliste et réglé. Aujourd'hui, on assiste à deux offensives, dont chacune se conçoit elle-même comme une contre-offensive : celle de la *djihad* islamiste, qui se conçoit comme une réaction à l'invasion de la modernité et à la nouvelle colonisation, et celle d'une Amérique qui, attaquée et frappée en plein cœur, trouve dans sa vulnérabilité même et dans son besoin de revanche le ressort d'une entreprise offensive et missionnaire visant la destruction de ses ennemis, la conversion des indécis et le remodelage de la planète dans un sens compatible avec les intérêts et les valeurs des États-Unis. Comme la guerre froide, cet affrontement rend inconfortable la position de ceux qui veulent préserver nuances et tolérance ou opposer des logiques régionales particulières à la confrontation globale. Mais, contrairement à elle, il rend très difficile la stabilisation par le partage. La nouvelle phase risque de combiner l'hostilité permanente de l'opposition Est/Ouest avec l'imprévisi-

bilité de l'après-guerre froide, nourrie par les caractères des armements et par le déchaînement des passions. Il ne s'agit ni d'un remplacement de l'opposition Est/Ouest par le choc des États-Unis et de l'islam, ni de comparer l'un ou l'autre aux deux grandes entreprises totalitaires qui ont frappé de malédiction le xx^e siècle. Mais il s'agit de reconnaître que la logique de l'affrontement risque de donner l'avantage aux tendances ou aux fractions les plus fanatiques ou les plus violentes présentes dans les deux camps, en attendant peut-être que leurs échecs respectifs ne redonnent leurs chances aux logiques de l'équilibre et de l'assimilation, et à celles de la tolérance et de la modération.

La dialectique du bourgeois et du barbare que nous évoquions dans plusieurs chapitres de l'ouvrage précédent³ et de celui-ci⁴ a de beaux jours devant elle. Son résultat est imprévisible d'autant qu'elle se déploie au centre et à la périphérie, à l'intérieur des États, entre eux, et dans la société transnationale dont les réseaux tantôt ignorent les frontières, tantôt les détournent à leurs propres fins.

* * *

Ces « considérations actuelles » aident peut-être à expliquer la structure que nous avons choisie pour ce recueil.

La première partie est plus historique. Sans se conformer strictement à l'ordre de leur première parution, elle s'efforce de reparcourir le chemin que nous venons d'indiquer entre les deux grands événements fondateurs : la chute du mur de Berlin et celle des deux tours du Trade Center. La deuxième, plus philosophique, du moins dans l'intention, convoque les débats du passé pour éclairer le présent et l'avenir à la lumière de quelques traits structurels et de quelques lignes d'évolution qui dépassent les relations internatio-

3. « Violence et intervention après la guerre froide », *ibid.*, p. 283-293, et « Par-delà le totalitarisme et la guerre », *ibid.*, p. 294-308.

4. « De la guerre et la paix à la violence et l'intervention : les contextes politiques passent, les dilemmes moraux demeurent », « Y a-t-il une éthique des relations internationales ? » et « La signification du 11 septembre : divagations politico-philosophiques sur l'événement ».

nales pour interroger les points de rencontre entre la nature de l'homme, celle de la politique et la signification de l'histoire.

La première section de la première partie contient un texte écrit immédiatement après la fin de la guerre froide et qui s'efforçait de scruter l'évolution future de l'Europe. Au lecteur de juger ce qui a été vérifié ou démenti, et si nous avons péché par optimisme ou par pessimisme.

Les deux autres articles de cette section constituent plutôt des bilans provisoires ou des propos d'étape. L'un, rétrospectif, sur le caractère étrange de la chute du communisme : une série de révolutions sans révolutionnaires ou d'épreuves de faiblesse entre des régimes en désarroi et des sociétés passives (sauf dans la Pologne de Solidarnosc). Leur ambiguïté nourrit, de la « révolution » roumaine à la chute de Milosevic, survenue après la rédaction de ce chapitre, les interprétations conspiratives. Ce qui est plus important, c'est la question de la rupture ou de la continuité avec l'ancien régime et son héritage. Et c'est elle qui est posée dans le troisième chapitre où l'on décrit les déchirements des sociétés post-communistes, tiraillées entre un double héritage, celui du régime communiste et celui de leurs cultures nationales, et une double influence occidentale, celle des institutions, du FMI à l'Union européenne en passant par l'OTAN, et celle de la communication promue par la globalisation.

Ces déchirements sont encore présents dans la deuxième section, entièrement consacrée au conflit yougoslave et à l'intervention humanitaire, qui ont été l'objet principal auquel s'est attachée la réflexion engagée de l'auteur de ces lignes pendant dix ans. Deux chapitres résultent de son rôle comme spécialiste de l'international à l'intérieur du Comité Vukovar-Sarajevo, pendant la guerre de Bosnie. Le Kosovo est moins présent, car l'article que je lui avais consacré dans *Critique internationale* a été repris dans la deuxième édition de *La Violence et la Paix*⁵. Enfin, un chapitre traite des problèmes éthiques soulevés par l'intervention humanitaire sur un plan plus général.

5. « Guerre sans morts ou morts sans guerre ? Les paradoxes de l'intervention au Kosovo », *La Violence et la Paix*, *op. cit.*, p. 309-321.

La troisième section est centrée sur le principal problème de la phase actuelle : celui de l'« hyper-puissance » américaine, de sa réaction à l'« hyper-terrorisme » d'Al-Qaïda, au défi des « États voyous » et des « armes de destruction massive ». En deçà et au-delà, elle examine la manière dont les différentes élites politiques américaines, leurs porte-parole intellectuels et le peuple américain envisagent la place des États-Unis dans le monde, leurs rapports avec l'Europe, leur mission et leurs moyens, leur puissance et leur légitimité.

La deuxième partie du livre est plus diverse et plus complexe, dans sa thématique comme dans sa chronologie. Nous y avons inclus, après un chapitre écrit en 2000 sur le problème général du rôle des idées dans les relations internationales, deux textes datant du début des années soixante-dix. Ceux-ci partent de deux débats d'idées américains de l'époque, sur les causes de la violence sociale et sur le bilan contrasté de l'emploi de la force ou de sa menace lors de la crise de Cuba et de la guerre du Vietnam. Ils aboutissent, après avoir montré les limites des conceptions stratégiques fondées sur la manipulation des risques, des menaces et des punitions, aux débats des « mouvements de paix » européens et aux leçons des victimes de la violence totalitaire, comme Soljenitsyne. Ils critiquent ainsi à la fois la vision conservatrice pour laquelle l'emploi de la force est légitime aux mains des États et d'eux seuls, et la vision révolutionnaire pour laquelle la perspective d'un monde sans guerre justifie à elle seule toutes les violences.

Il nous a semblé que ces débats et ces conclusions étaient étonnamment éclairants pour la compréhension des problèmes actuels les plus fondamentaux et les plus urgents.

La section centrale, « Identités, territoires et migrations », ne traite pas directement, contrairement au reste du livre, de la violence, mais le problème qu'elle aborde en constitue, à notre époque, à la fois l'une des sources et l'une des conséquences les plus importantes. C'est celui des réfugiés et, à travers lui et au-delà, celui du rapport entre territoire et identité. Particulièrement paradoxal à propos de l'Europe, il pose de la manière la plus concrète et la plus poignante le dilemme philosophique du particulier et de l'universel, et par là le dilemme politique de l'enracinement et du

cosmopolitisme. Ce qui nous permet de revenir, par-delà les illusions perdues des lendemains de la guerre froide, à l'esquisse des conditions d'un ordre international.

La voie est alors ouverte à la dernière section, intitulée « Philosophie et relations internationales ». Après un chapitre où l'on se demande s'il existe une éthique spécifique des relations internationales ou si les deux termes sont incompatibles, le texte final constitue, en un sens, une synthèse du livre dans son ensemble. S'interrogeant sur la signification du 11 septembre, il propose, au départ, une thèse selon laquelle la conscience occidentale est passée du monde de Locke (celui de l'individualisme possessif) avec une perspective sur le monde de Kant (celui du droit international et cosmopolitique) au monde de Hobbes (celui du primat de la sécurité) avec une perspective sur le monde de Nietzsche (celui de la « mort de Dieu » et du renversement des valeurs) et celui de Marx (celui de l'affrontement entre possédants et « damnés de la terre »). À partir de là, il s'efforce d'esquisser à grands traits une histoire de la dialectique de la peur et de la haine, de la violence et de la paix, pour aboutir à la nécessité d'une géopolitique des passions et chercher son inspiration à la fois dans la réalité immédiate et dans la leçon des penseurs qui se sont penchés sur ces phénomènes, de Thucydide et Lucrèce à Hegel et Tocqueville. Hegel, justement, disait que la lecture des journaux était la prière du matin du réaliste. On serait fidèle à son esprit en ajoutant que la philosophie est sa prière du soir. Le mouvement de ce livre va de l'une à l'autre.

Quant à cette introduction, elle s'achève sur le souhait qu'ensemble les deux prières, celle de l'attention aux faits et celle du retour aux fondements, contribuent tant soit peu à conjurer le sommeil de la raison, celui qui enfante les monstres.

PREMIÈRE PARTIE

De la chute du Mur au 11 septembre

*La fin de la guerre froide :
vers un nouvel ordre européen ?*

Réunification et redifférenciation européennes

« Le moment où je parle est déjà loin de moi. » Comment évoquer l'Europe, aujourd'hui, sans se rappeler ce vers célèbre ? En fait, il est impossible de parler de l'Europe au présent. L'Europe bipolaire, fondée sur la division des deux alliances, des deux organisations économiques, des deux systèmes politiques et idéologiques, des deux superpuissances et des deux Allemagnes, appartient déjà au passé.

Et l'Europe de demain ? Pour certains, elle s'incarnait dans la date magique de 1992. Mais aux incertitudes sur la date réelle de l'avènement du Marché unique (comme l'a dit Ralf Dahrendorf, « 1992 arrivera sûrement, mais quand ? ») s'ajoutent désormais des doutes sur l'orientation et les limites de la nouvelle Europe. L'intégration, le marché et la démocratie sont certes devenus des valeurs universellement acceptées, à l'Est comme à l'Ouest. Certes, l'objectif de 1992 a été renforcé par l'initiative Kohl-Mitterrand, en avril 1990, visant à la création d'une union politique européenne mais portant également sur la sécurité, pour la même date. Certes, enfin, la route adoptée par la Communauté européenne apparaît de plus en plus aux peuples et aux dirigeants de tout le continent comme lui ouvrant la seule voie prometteuse. Et cependant, la libération de l'Europe de l'Est, l'unification de l'Allemagne et les luttes de décolonisation dans l'empire soviétique ont amené bien des esprits à se demander si nous ne regardions pas du côté de 1914 plutôt qu'en direction de 1992 ; si à l'Europe d'hier ne succédera pas l'Europe d'avant-hier et non celle de demain.

Balkanisation et désintégration, guerre civile et révolution peuvent rester confinées à une partie du continent ; et, de toute façon, elles ne peuvent durer qu'un temps. La vraie question est donc moins celle de demain que celle d'après-demain. Le « temps des troubles » qui s'annonce peut mener, comme il l'a fait en Europe

occidentale, à une situation post-guerrière, post-révolutionnaire, voire même, peut-être, post-nationaliste, comportant la victoire du libéralisme et de la rationalité. Ou, au contraire, à l'« est-européanisation » de l'Europe occidentale, tiers-mondisée, ou simplement renvoyée à son propre passé héroïque ou barbare, à de nouvelles religions et de nouvelles guerres, à de nouveaux prophètes et de nouveaux Césars. À moins que la rencontre de l'Est et de l'Ouest ne réalise le rêve hégélien de réconciliation entre l'unité et la vertu classiques, d'une part, et, d'autre part, la liberté et la paix modernes.

Le lecteur peut trouver ces spéculations oiseuses et y voir une évasion par rapport à l'indispensable tâche de bâtir une nouvelle architecture européenne. Mais elles sont une manière d'indiquer que, dans une Europe se mouvant dans tant de directions à la fois, où tant d'âges de l'histoire et tant de dimensions de la politique coexistent sur un si petit espace, les règles du jeu pour la construction de modèles et d'institutions se sont fondamentalement transformées. Les décisions et les institutions politiques apparaissent plus nécessaires que jamais, mais la dimension temporelle est devenue à la fois plus décisive et moins prévisible. Pendant la guerre froide, les processus sociaux étaient entièrement endigués, refoulés ou canalisés par les structures des États et surtout des alliances. Aujourd'hui, les structures, anciennes et nouvelles, sont emportées, transformées ou vidées de leur contenu par des processus contradictoires qui se déroulent au sein des sociétés, entre elles ou en ignorant leurs frontières.

Dans l'abstrait, il pourrait être utile de distinguer trois types de processus s'appliquant à l'évolution de l'Europe : l'interaction des stratégies (à la fois diplomatiques et militaires) ; l'interdépendance des intérêts (en particulier économiques) ; et l'interpénétration des sociétés (spécialement pour ce qui concerne la circulation des hommes, des aspirations et des idées). Ce qu'il importe de noter, c'est que ces trois types de processus, tout en se déroulant chacun à un rythme ou sur une échelle temporelle différents, interfèrent pourtant entre eux. Les décisions politiques, par nature enclines à s'occuper de problèmes et de calendriers immédiats, et les constructions institutionnelles, qui travaillent inévitablement pour le long terme et sont ralenties par les impératifs du consensus multilatéral, ont à prendre en ligne de compte ou, pire encore, à prévoir le résultat

imprévisible de la combinaison de ces logiques ou dynamiques particulières.

Un exemple est le processus de l'unification allemande, dont pratiquement tout le monde (y compris presque tous les Allemands, jusqu'à l'automne 1989, et Mikhaïl Gorbatchev et François Mitterrand ou Margaret Thatcher jusqu'en mars 1990) croyait qu'il pourrait être « géré » d'en haut et de l'extérieur. Mais l'interpénétration des sociétés l'a précipité de deux manières successives. D'abord, l'impact conjoint de la prospérité occidentale et de la libéralisation soviétique suscita l'accroissement de l'impatience populaire, qui s'exprima par l'escalade de l'émigration et de l'opposition. Ensuite, l'ouverture de la frontière hungaro-autrichienne durant l'été 1989, puis celle du mur de Berlin eurent pour effet de renforcer l'interdépendance des deux économies allemandes et d'interdire le fonctionnement de celle de l'Est. Le chancelier Kohl utilisa de manière décisive cette situation pour accélérer l'unification. Quant aux voisins et alliés de l'Allemagne, après avoir, sans succès, essayé de ralentir le courant, ils durent se résoudre à le suivre, en s'efforçant d'adapter à la hâte des institutions anciennes ou d'en bâtir de nouvelles pour ménager une place à l'Allemagne unie au centre de l'Europe.

En d'autres termes, aujourd'hui, une course de vitesse s'engage entre plusieurs tendances : le rapprochement des deux Allemagnes, des deux Europes et des deux superpuissances ; l'intégration de l'Europe occidentale ; la désintégration de l'Europe de l'Est ; et le dégagement des deux superpuissances. De toutes ces tendances, les seules claires et irréversibles, et dont la force et la vitesse ont pris tout le monde par surprise, sont la fin du pouvoir communiste en Europe de l'Est (et donc celle du pacte de Varsovie) et l'unification de l'Allemagne. Le sort de l'Union soviétique elle-même (comme régime communiste et comme empire multinational) et celui de l'Europe occidentale (quant à son aptitude à s'unir pour constituer un contrepoids valable à la puissance croissante de l'Allemagne et à l'instabilité croissante de l'URSS, et quant à ses liens avec les États-Unis) sont, aujourd'hui, en question. Ils constituent les thèmes premiers des années quatre-vingt-dix, tout comme l'Europe de l'Est et l'Allemagne ont fait les titres de la fin des années quatre-vingt.

Allant d'Ouest en Est, nous distinguerons trois séquences dialectiques. Celles-ci concernent la relation entre organisations occidentales et pan-européennes, l'évolution de l'Europe de l'Est dans son effort pour retrouver la voie royale européenne, et l'évolution de l'Union soviétique entre puissance impériale et réforme démocratique.

L'Occident : après la victoire

Le nœud du problème réside dans le double aspect du résultat des révolutions de 1989. D'un côté, le centre de gravité du continent européen s'est déplacé d'Est en Ouest ; ou, pour le dire plus brutalement, l'Ouest l'a emporté sur l'Est. C'est l'Allemagne de l'Est qui s'est désintégrée et non celle de l'Ouest, le CAEM¹ et non la Communauté européenne, le pacte de Varsovie et non l'OTAN. Mais, d'un autre côté, le centre de gravité des pôles occidentaux de ces trois couples s'est, par là même, déplacé vers l'Est, ou du moins vers l'Europe centrale. Du coup, l'Allemagne, la Communauté et l'OTAN sont aux prises avec de graves problèmes pour digérer leurs victoires respectives.

À long et même à moyen terme, il est probable que l'absorption de l'ancienne RDA augmentera la puissance économique totale de l'Allemagne et son influence politique, et, avec elles, celles de l'Europe dans son ensemble. À plus court terme, l'Allemagne risque d'être moins stable à l'intérieur, moins active à l'extérieur, et moins fiable ou engagée comme partenaire de l'intégration européenne – malgré la détermination du chancelier Kohl – à cause des difficiles problèmes culturels, psychologiques, sociaux et économiques que pose l'intégration de 17 millions de personnes, dont les expériences spirituelles et matérielles ont été différentes pendant quarante-cinq ans.

1. Le Conseil économique d'assistance mutuelle (CAEM) regroupe en Europe la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la RDA, la Roumanie, l'URSS. La Yougoslavie est membre associé.

Le même problème rejaillit sur la Communauté européenne dans son ensemble, mais de manière nettement plus sérieuse. Tandis que pour l'Allemagne l'étape des difficultés a des chances de ne durer que quelques années, du moins sous sa forme aiguë, pour la Communauté elle pourrait conduire à des changements structurels de base. Si la méthode Monnet, consistant à combiner l'interdépendance économique et des institutions communes pour assurer une intégration politique pacifique, est un succès éclatant et représente le seul espoir pour les parties moins pacifiques et prospères du continent, en revanche il est peu probable que les institutions de la Communauté – et encore moins leur future extension à l'union politique et à la sécurité militaire – puissent s'accommoder d'un élargissement indéfini, particulièrement s'il est appliqué à des pays dont les niveaux de développement, les traditions économiques et l'orientation internationale présentent une différence qualitative avec ceux des Douze.

Il est tout aussi improbable, cependant, que le primat de l'« approfondissement » sur l'« élargissement », fortement défendu par le gouvernement français, et, dans une certaine mesure, par la Commission de Bruxelles et par ceux des Européens soucieux avant tout du fonctionnement des institutions et de la création d'une fédération d'Europe occidentale, puisse être maintenu très longtemps. Si l'ancienne RDA est admise, peut-on fermer la porte à l'Autriche ? Si l'Autriche fait partie de la Communauté, la Hongrie peut-elle rester à l'extérieur ? Si le poids de l'Allemagne à l'intérieur de la Communauté augmente, n'entraînera-t-il pas un glissement de celle-ci vers l'Europe centrale ? Peut-elle, dès lors, faire la sourde oreille aux aspirations unanimes des nations d'Europe du Centre-Est ? Pourra-t-elle, très longtemps, se contenter de leur offrir une aide extérieure et de leur conseiller aimablement de former leur propre union, susceptible à son tour de trouver une forme d'association avec la Communauté européenne ? Si ces nations progressent effectivement en direction de la démocratie et de l'économie de marché, n'insisteront-elles pas encore plus fortement qu'aujourd'hui pour être traitées en européennes à part entière, et cette revendication n'apparaîtra-t-elle pas comme légitime ? Dès lors que la guerre froide et la division de l'Allemagne appartiennent au passé, quelles raisons y a-t-il de restreindre la

Communauté à l'Europe occidentale, sinon des considérations pragmatiques liées à la taille optimale des organisations ou, plus cyniquement, au privilège du premier occupant ? Et pourtant ces considérations, si elles semblent de moins en moins défendables psychologiquement et moralement, n'en conservent pas moins une certaine validité technique.

La seule manière d'échapper à ce dilemme est de combiner l'élargissement et l'approfondissement, de faire du défi de l'élargissement une raison de redoubler d'audace et d'énergie dans la direction de l'approfondissement, c'est-à-dire de la création de structures monétaires, politiques et de sécurité communes pour l'Europe. C'est ce à quoi la majorité des gouvernements de la Communauté prétend désormais œuvrer, ainsi naturellement que la Commission, dont le président Jacques Delors lança la « formule de Bruges » selon laquelle tout progrès dans la réunification avec l'Est doit être accompagné d'une accélération de l'intégration à l'Ouest.

C'est évidemment plus facile à dire qu'à faire, dans la mesure où, par exemple, ni les partenaires ni le calendrier de l'approfondissement et de l'élargissement ne sauraient être tout à fait identiques. L'Europe « à géométrie variable », « à la carte » ou « à plusieurs vitesses », tous ces slogans appliqués en des temps divers au processus de l'intégration européenne en reçoivent aujourd'hui un regain d'actualité. Mais l'orientation doit rester la même – celle d'une Communauté élargie, pour finir, à l'ensemble du continent (excepté l'Union soviétique, nous en parlerons plus loin), en couronnement d'un double processus de renforcement politique et de réorientation des activités de cette même Communauté en direction de l'Est. On ne saurait trop souligner à quel point le déclin ou le renouveau de la Communauté et de l'Europe dans son ensemble dépend du succès ou de l'échec de cette combinaison.

Le problème est encore plus difficile, et le pronostic plutôt plus pessimiste, pour l'Alliance atlantique, ou du moins pour l'OTAN. Si la Communauté peut facilement survivre au CAEM et même profiter de sa chute, la dissolution du pacte de Varsovie et le déclin de la menace militaire soviétique, au moins dans son aspect immédiat, posent de sérieux problèmes pour la survie de l'OTAN. Après tout, une alliance (sans même parler d'une organisation) militaire

DEUXIÈME PARTIE
Changements et invariants

Idéologies et controverses	217
Le rôle des idées dans les relations internationales	219
On ne badine pas avec la force	235
On ne badine pas avec la paix	267
Identités, territoires et migrations	309
Les intrus : théorie et pratique des relations internationales devant le problème des réfugiés	311
Ni sang ni sol ? Crise de l'Europe et dialectique de la territorialité	333
Enracinés et déracinés : le cosmopolitisme entre chaos et république	352
Philosophie et relations internationales	361
Y a-t-il une éthique des relations internationales ?	363
La signification du 11 septembre : divagations politico-philosophiques sur l'événement	383
<i>Origine des textes de cet ouvrage</i>	405
<i>Index</i>	407

RÉALISATION : IGS-CHARENTE-PHOTOGRAVURE À L'ISLE-D'ESPAGNAC
IMPRESSION : NORMANDIE-ROTO IMPRESSION S.A.S À LONRAI (61250)
DÉPÔT LÉGAL : SEPTEMBRE 2003. N° 54428 (03-1664)

IMPRIMÉ EN FRANCE